



Issue de Sciences Po, avocate, députée et porte-parole de LREM, Laetitia incarne la méritocratie louée par le président.
©G.Garitan/CCBY-SA4.0

Porte-parole et déléguée nationale à la communication de La République en marche, Laetitia Avia s'active sur tous les fronts depuis qu'elle a troqué sa panoplie d'avocate contre celle de députée. Elle remettra fin juillet un rapport à Édouard Philippe sur la lutte contre le racisme sur le net.

Laetitia Avia coche toutes les cases du modèle d'ascension sociale défendu par Emmanuel Macron. Porte-parole et déléguée nationale à la communication de La République en marche (LREM), l'avocate d'affaires née en Seine-Saint-Denis et diplômée de Sciences Po s'est forgé de solides réseaux au carrefour du droit, de la politique et du business.

Ses réseaux Fusac

Promotrice de la diversité au sein du Club XXIe siècle, elle garde de nombreux appuis issus de la commission Darrois chargée en 2008 de réformer les professions juridiques, où elle a rencontré Emmanuel Macron. Du haut de ses 23 ans, elle impressionne l'ex-locataire de Bercy, qui siège là comme rapporteur, et tisse des liens durables avec plusieurs autres membres : Henri Nallet, ex-garde des Sceaux socialiste et actuel président de la Fondation Jean Jaurès, André Potocki, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Hans Peter Frick, directeur des affaires juridiques du groupe Nestlé, ou encore Françoise Holder, fervente macroniste et administratrice du Groupe Holder (Ladurée, Boulangerie Paul...). Au sein du cabinet Darrois Villey Maillot Brochier, elle collabore avec les quatre associés et sympathise avec l'avocat Antonin Lévy, qui y officie alors. En 2016, elle crée le cabinet APE avocats avec Adrien Perrot : spécialisée dans l'accompagnement des entreprises innovantes, la firme l'amène à

conseiller le Numa, incubateur de startups parisien. A l'instar de plusieurs de ses confrères issus de l'immigration africaine, elle est adhérente de l'African Business Lawyers Club, cercle d'avocats sponsorisé par le Medef et parrainé par l'entrepreneur malien Mossadeck Bally, patron du groupe hôtelier Azalaï.

Ses parrains de Sciences Po

La trajectoire de Laetitia Avia attire l'attention du Club XXI^e siècle, qui s'attache à valoriser la diversité auprès des décideurs. Pour intégrer ce cercle, elle a été parrainée par Hakim el- Karoui, fondateur du club, ex-plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, aujourd'hui partenaire du cabinet de conseil en stratégie Roland Berger, ainsi qu'Arnaud Ngatcha, ancien associé de la société de production A Prime Group devenu conseiller de Laura Flessel au ministère des sports. Ces derniers ont coopté la "bonne élève" sur les conseils de Frédéric Mion, patron de Sciences Po.

Aujourd'hui, la députée parisienne revendique sa proximité avec Jacques Galvani : président du club depuis janvier, il administre le think-tank Terra Nova et vient de quitter le secrétariat général du groupe de réflexion Les Gracques, rallié à Emmanuel Macron. Engagée dans la lutte contre les inégalités de genre, la députée émerge avec son amie Marlène Schiappa au Comité ONU Femmes France : une organisation qu'elle a une fois encore rejointe à la faveur de son réseau de la rue Saint-Guillaume, puisque c'est Pascale Bracq, responsable du développement d'Allianz mais aussi présidente du groupe Femme et Société de Sciences Po et vice-présidente de l'école, qui lui en a ouvert les portes.

Ses marcheurs

Membre du bureau exécutif et porte-parole de LREM en duo avec le député des Hauts-de-Seine Gabriel Attal, Laetitia Avia présente Cédric Villani, député de l'Essonne, et Jean-Michel Fauvergue, ex-patron du Raid élu en Seine-et-Marne, comme ses amis d'hémicycle. Au sein de la commission des lois, elle forme un trio soudé avec Yaël Braun-Pivet, députée des Yvelines qui la préside, et Naïma Moutchou, élue du Val d'Oise et "whip" du groupe. Députée LREM elle aussi, l'élue de l'Isère Caroline Abadie complète l'équipe macroniste. Plus à gauche dans cette commission, Laetitia Avia a créé des liens avec la députée socialiste de la Sarthe Marietta Karamanli depuis qu'elles ont phosphoré ensemble au sein du groupe de travail sur la verbalisation du harcèlement de rue.

Parmi les ministres, Nicole Belloubet est l'une de ses interlocutrices privilégiées. Ces jours-ci, la députée finalise le rapport qu'elle rendra fin juillet à Edouard Philippe : à la demande du chef de l'Etat, elle planche depuis mars sur les moyens de lutter contre le racisme et l'antisémitisme sur la toile. Une mission qu'elle mène conjointement avec Gil Taieb, vice président du CRIF, et Karim Amellal, écrivain franco-algérien et enseignant à Sciences Po.